

Enquête Eurochambres 2015 (EES2015) :

Un regain d'optimisme dans les services et une morosité persistante dans l'industrie

De la lecture des résultats de l'enquête Eurochambres 2015 (EES2015)ⁱ se dégage un « optimisme prudent » de la part des entreprises luxembourgeoises.

Ce constat est surtout valable pour les entreprises de services, pour lesquelles presque tous les indicateurs relatifs à l'évolution économique entre 2013 et 2014, ainsi que pour l'année 2015 (anticipations), sont en hausse.

La situation est plus contrastée dans le secteur de l'industrie, avec une amélioration du chiffre d'affaires et des investissements entre 2013 et 2014, mais des résultats toujours stables, voire à la baisse, dans les autres indicateurs de l'enquête. Les prévisions relatives à l'année 2015 sont également plus mitigées dans ce secteur, soit constantes, soit en baisse.

Force est de constater que les indicateurs gaugeant le climat des affaires en 2014, et à l'horizon 2015, demeurent largement négatifs. Le coût du travail n'est sans doute pas étranger à cette morosité ambiante puisqu'il est identifié comme « le » défi majeur auquel font face les entreprises, tous secteurs confondus, tant en 2014 que pour 2015.

1. Le climat des affaires toujours morose

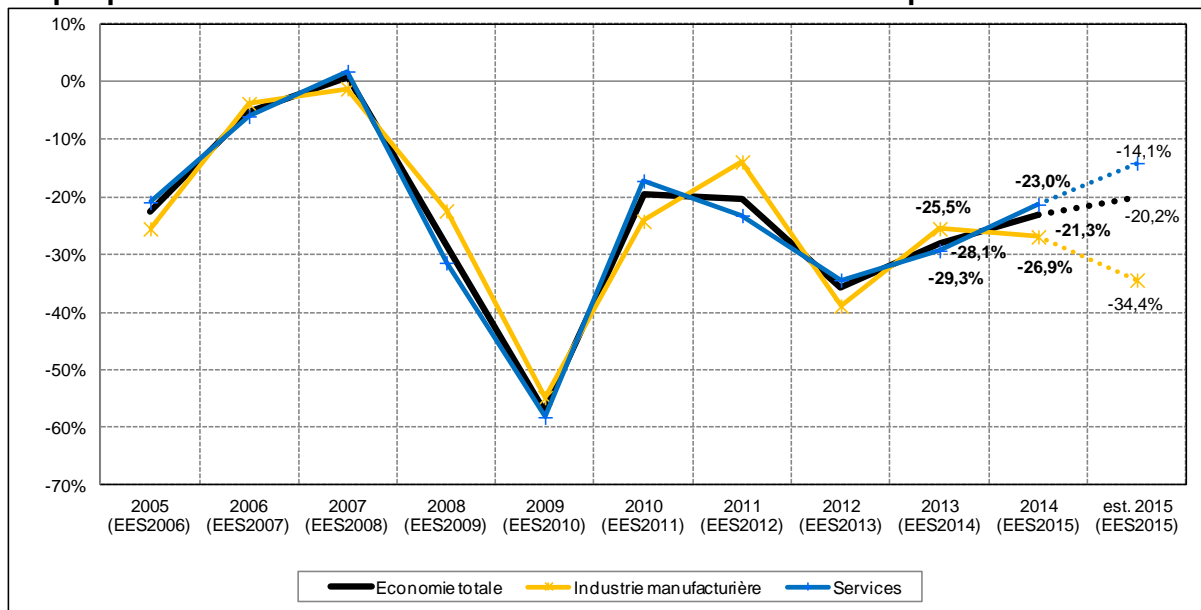
Après une dégradation profonde et généralisée du climat des affaires en 2008 et 2009, on observe une timide amélioration de celui-ci depuis deux années consécutives, soit en 2013 et 2014, ainsi que pour 2015.

Les résultats de 2014 sont largement influencés par le secteur des services, avec une balance des réponses des entreprises issues de ce secteur de -21,3%, constituée 35,1% de réponses « défavorables » contre 13,8% de réponses « favorables » (ce qui reste négatif, mais en moindre proportion qu'au sommet de la crise en 2008 et 2009). Quant au secteur de l'industrie, il repart à la baisse en 2014, avec une balance de -26,9%, constituée de 37,7% de réponses « défavorables » contre 10,8% de réponses « favorables ».

Les attentes des entreprises de services sont relativement stables à l'horizon 2015. En effet, une majorité d'entre elles, soit 55,3%, ne s'attendent à aucun changement du climat des affaires, alors que toujours plus d'entreprises le considèrent comme « défavorable » plutôt que « favorable » (à nouveau, en moindre proportion que par le passé).

De leur côté, les attentes des entreprises industrielles oscillent entre un climat inchangé (55,4%) pour 2015 et une dégradation nette de celui-ci (39,5%, de réponses « défavorables » contre seulement 5,1% de réponses « favorables », soit une balance de -34,4%). Le secteur des exploitations minières, carrières, électricité, gaz et eau, semble particulièrement touché par la morosité ambiante, ainsi que les petites (10 à 49 employés) et moyennes (50 à 99 employés) entreprises.

Graphique 1 : Solde net du climat des affairesⁱⁱ en 2014 et estimé pour 2015

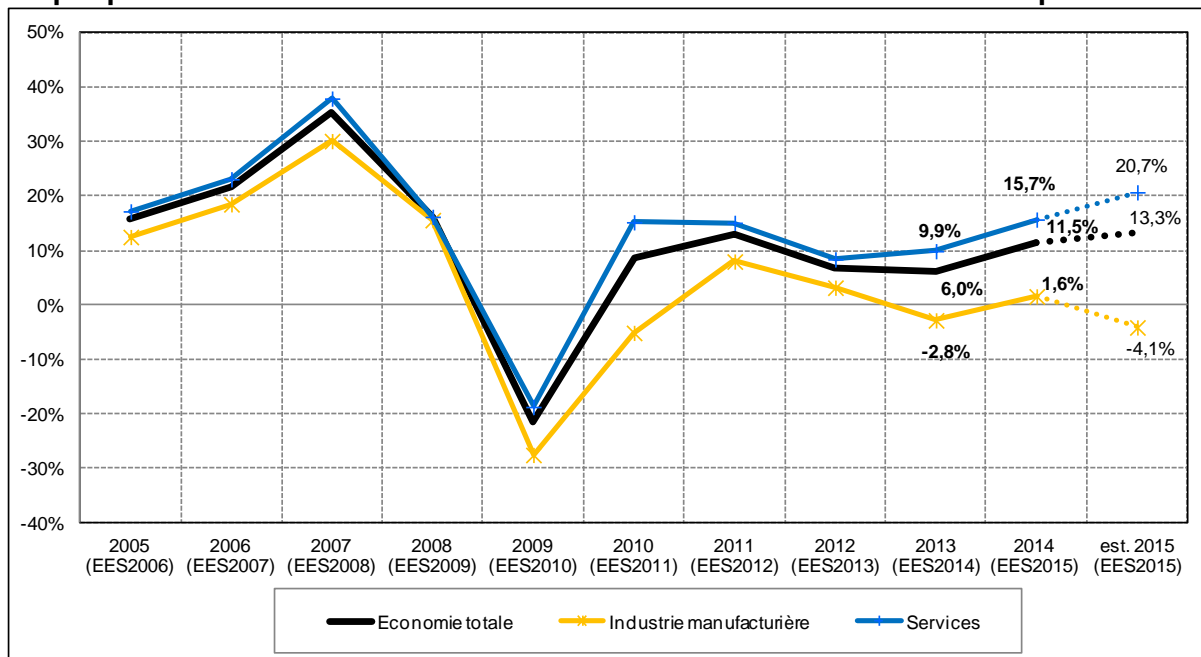


2. Le chiffre d'affaires en hausse généralisée en 2014

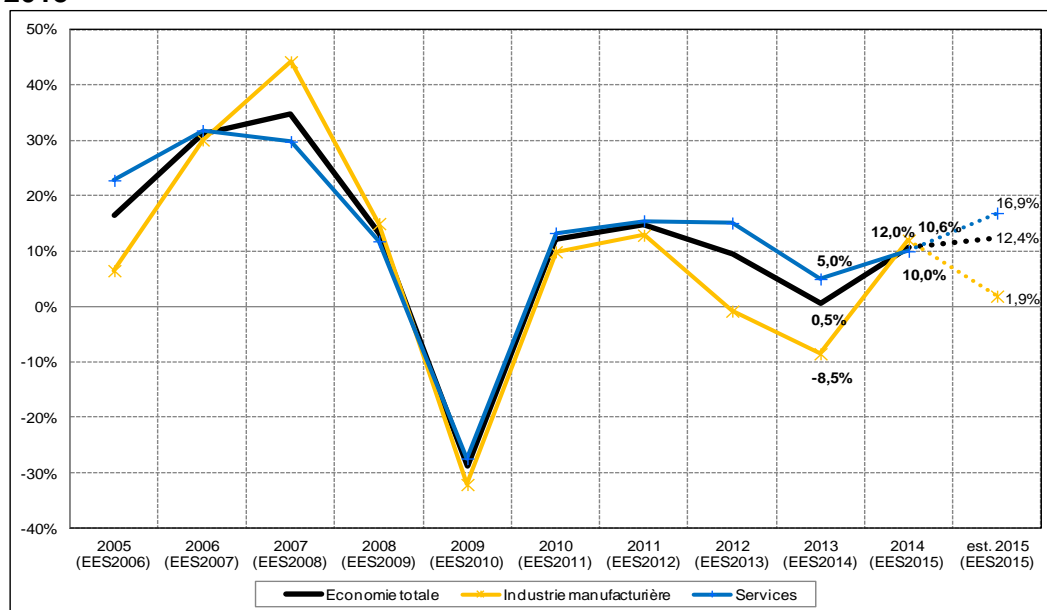
Dans le secteur des services, les indicateurs du chiffre d'affaires réalisé sur le sol luxembourgeois et à l'exportationⁱⁱⁱ sont en hausse, tant en 2014 que pour 2015. Certes, les niveaux atteints avant la crise ne sont pas encore de mise, mais un début de tendance haussière est observable.

La situation est plus nuancée dans le secteur industriel. Il est vrai que ces indicateurs sont également en hausse en 2014 par rapport à 2013, indiquant que davantage de réponses « en hausse » plutôt qu'« en baisse » ont été données par les entreprises sondées. Néanmoins, une majorité d'entre elles ont connu un chiffre d'affaires « constant » en 2014, et estiment que ce sera pareil en 2015. De plus, davantage d'entreprises s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires en 2015, tant au Luxembourg qu'à l'international.

Graphique 2 : Soldes nets du chiffre d'affaires national^{iv} en 2014 et estimé pour 2015



Graphique 3 : Soldes nets du chiffre d'affaires à l'exportation^v en 2014 et estimé pour 2015

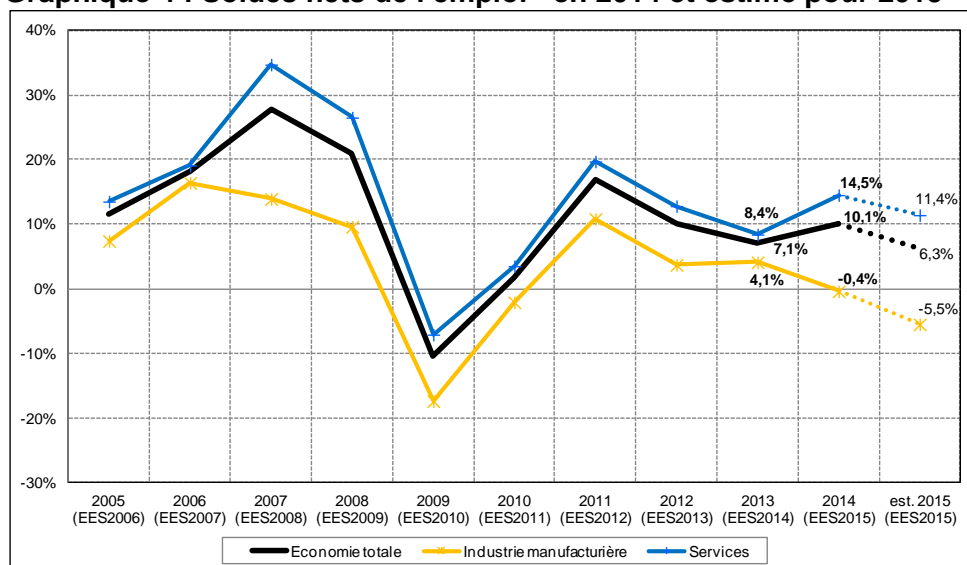


3. Une hausse de l'emploi de courte durée

Dans le secteur des services, le solde de l'emploi^{vi} en 2014 est positif et confirme la tendance à la hausse généralisée des autres indicateurs du secteur. Malgré les nombreux plans sociaux touchant le secteur de la banque privée, les entreprises du secteur financier semblent particulièrement concernées par une hausse de leurs effectifs en 2014, de même que les moyennes (de 50 à 99 employés) et les grandes (de 500 à 999 employés) entreprises. La hausse de l'emploi devrait ralentir en 2015 cependant, avec une majorité d'entreprises (62,9%) estimant que leur effectif sera « constant », voire en légère hausse (mais de moindre ampleur).

Le solde de l'emploi du secteur industriel est à la baisse (et négatif) en 2014 et 2015. Cela s'explique principalement par le fait qu'une majorité d'entreprises n'augmenteront ni ne diminueront leurs effectifs (58,4% et 73,8% de réponses « emploi constant » en 2014 et 2015 respectivement). Cette stabilité est surtout présente dans les entreprises de construction ainsi que les petites entreprises industrielles de 10 à 49 employés.

Graphique 4 : Soldes nets de l'emploi^{vii} en 2014 et estimé pour 2015

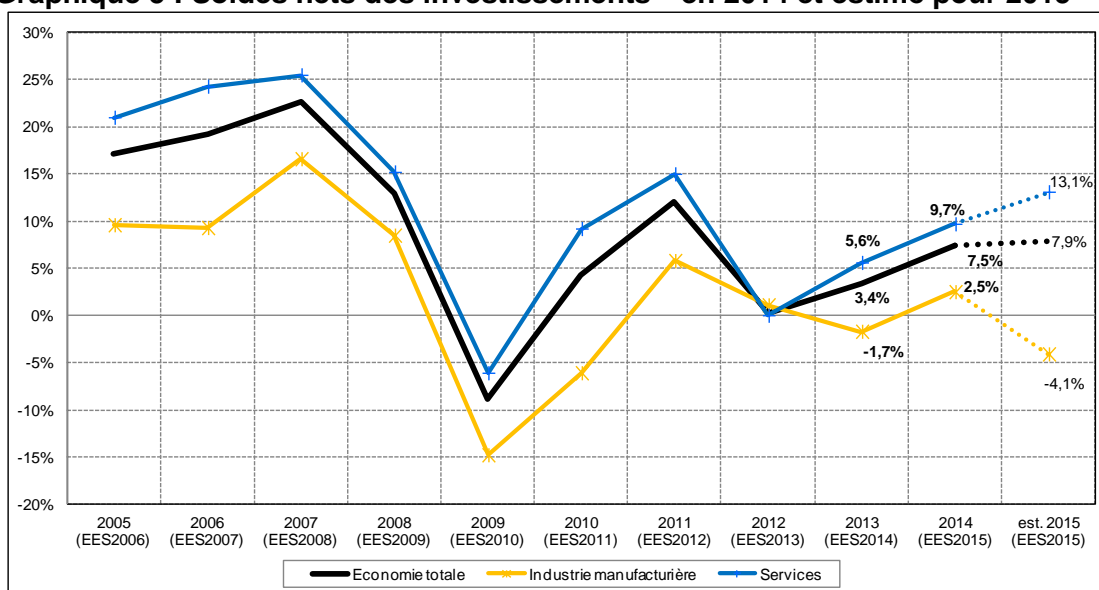


4. Des politiques d'investissement contrastées

Bien que les niveaux d'investissements de pré-crise soient encore loin d'être atteints, on observe une hausse consécutive de deux années des investissements dans le secteur des services, soit en 2013 et 2014, ainsi que pour 2015. Cette tendance à la hausse est à considérer avec prudence cependant, car la part d'entreprises du secteur jugeant leurs investissements « constants » en 2014 (55,3%), et pour 2015 (60,0%), demeure élevée.

Une majorité des entreprises industrielles sondées, soit 59,3%, estime que leurs investissements sont également restés stables entre 2013 et 2014, et le resteront en 2015 (63,4%). Néanmoins, davantage d'entreprises ont vu leurs investissements croître (21,6%) plutôt que baisser (19,1%) en 2014 et le solde de leurs réponses apparaît donc positif (2,5%) et en hausse par rapport aux années précédentes. Pas pour longtemps apparemment, puisque les attentes semblent s'inverser dans ce secteur en 2015.

Graphique 5 : Soldes nets des investissements^{viii} en 2014 et estimé pour 2015



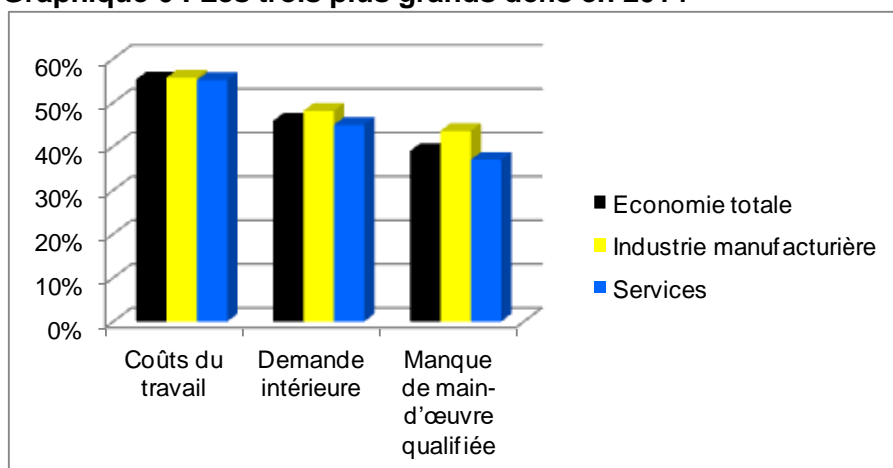
5. Le défi majeur du coût du travail

Pour la première fois depuis que l'enquête existe, il a été demandé aux entreprises d'identifier un maximum de trois grands défis pour l'année en cours et l'année 2015.

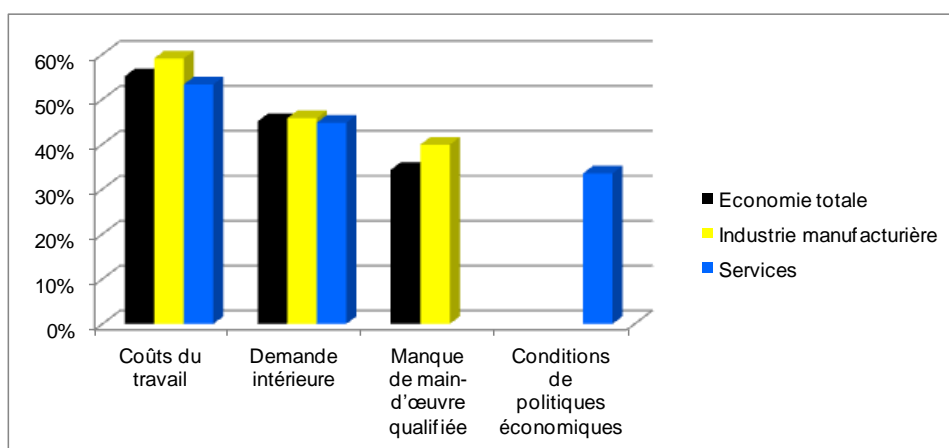
Les résultats sont sans appel : une majorité d'entreprises interrogées (55%) identifie **le coût du travail comme défi majeur**, tant en 2014 qu'en 2015. L'industrie manufacturière est particulièrement préoccupée par ce problème pour 2015 puisque 59% des entreprises interrogées issues de ce secteur le citent. Ce taux atteint même 70% dans le secteur de fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport.

Le deuxième plus grand défi identifié, tous secteurs confondus, est celui de la **demande intérieure**, tant en 2014 (46% de réponses) qu'en 2015 (45%). Le troisième plus grand défi identifié pour l'année en cours est, quant à lui, celui du **manque de main-d'œuvre qualifiée**, tant dans l'industrie manufacturière (44%) que dans les services (37%). Pour 2015, les conditions de politiques économiques inquiètent plus particulièrement les sociétés de services (34%), et notamment le secteur financier (44%), alors que le manque de main-d'œuvre qualifiée inquiète toujours l'industrie manufacturière (40%), particulièrement les entreprises d'exploitations minières, carrières, électricité, gaz et eau (55%) et de la construction (43%).

Graphique 6 : Les trois plus grands défis en 2014



Graphique 7 : Les trois plus grands défis en 2015



Méthodologie de l'enquête EES2015

L'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes, Eurochambres^{ix}, a procédé cette année à la 22^e édition de son enquête annuelle sur la conjoncture européenne. Cette enquête qualitative est basée sur un questionnaire harmonisé qui est envoyé aux entreprises européennes.

La Chambre de Commerce a réalisé l'enquête Eurochambres 2015 au Grand-Duché de Luxembourg en collaboration avec TNS-Ilres, qui a effectué la collecte des données par téléphone début octobre 2014.

Le panel de départ comptait 1.000 entreprises du secteur industriel et manufacturier ainsi que du secteur des services. Les entreprises interrogées sont réparties selon la nomenclature européenne NACE-REV2. Sept catégories d'activités sont répertoriées au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d'une part (codes A, B, C et G) et des services, d'autre part (codes D, E et F).

Tableau 1 : Catégories répertoriées au sein des deux secteurs (industriel et manufacturier, d'une part, et des services, d'autre part)

Secteur industriel et manufacturier	Secteur des services
A : Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport	D : Vente en gros et détail, réparations, hôtels et restaurants
B : Autres industries manufacturières	E : Transports, entreposage et communications
C : Construction	F : Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services
G : Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)	

Sur l'ensemble des entreprises interrogées, 640 ont répondu au questionnaire (soit un taux de réponse de 64%), dont 223 du secteur industriel et manufacturier (35%) et 417 du secteur des services (65%). L'échantillon, qui inclut les entreprises d'au moins 10 salariés^x, est donc représentatif de tous les secteurs de l'économie luxembourgeoise, exception faite de l'agriculture, de la santé et de l'administration.

L'économie du Luxembourg se compose principalement de petites et moyennes entreprises. Afin de donner une image représentative de l'économie luxembourgeoise, les résultats ont été pondérés et sont ainsi supposés s'appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l'étude.

Les résultats de l'enquête 2015 peuvent être consultés sur le site d'Eurochambres (www.eurochambres.eu) et sur le site Internet de la Chambre de Commerce (www.cc.lu).

NOTES EN FIN DE PUBLICATION (hors *character count*)

ⁱ Cette 22^e enquête Eurochambres, l'EES2015, apprécie l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique des entreprises luxembourgeoises en 2014 par rapport à 2013, et met en évidence leurs prévisions pour l'année 2015. L'enquête appréhende, en outre, les différences entre le secteur manufacturier et le secteur des services, et livre une analyse sur base de la taille des entreprises. La méthodologie complète de l'enquête est expliquée en fin d'article.

ⁱⁱ Pour le climat des affaires, les soldes pour 2014 (respectivement 2015) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « climat des affaires plus favorable en 2014 (resp.2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « climat des affaires moins favorable en 2014 (resp.2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) ».

ⁱⁱⁱ Les entreprises peuvent être distinguées selon qu'elles réalisent leurs activités uniquement sur le sol luxembourgeois ou qu'elles exportent une partie, voire la (quasi) totalité, de leur production.

^{iv} Pour le chiffre d'affaires national, les soldes pour 2014 (respectivement 2015) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « chiffre d'affaires national en hausse en 2014 (resp.2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « chiffre d'affaires national en baisse en 2014 (resp.2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) ».

^v Pour le chiffre d'affaires à l'international, les soldes pour 2014 (respectivement 2015) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « chiffre d'affaires à l'exportation en hausse en 2014 (resp.2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « chiffre d'affaires à l'exportation en baisse en 2014 (resp. 2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) ».

^{vi} Le solde de l'emploi correspond à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « hausse de l'emploi entre 2013 et 2014 » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « baisse de l'emploi entre 2013 et 2014 ».

^{vii} *Ibidem*.

^{viii} Pour les investissements, les soldes pour 2014 (respectivement 2015) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « investissements en hausse en 2014 (resp. 2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « investissements en baisse en 2014 (resp. 2015) par rapport à 2013 (resp. 2014) ».

^{ix} Eurochambres regroupe 45 Chambres de Commerce et d'Industrie nationales et 2.000 régionales et locales. Elle représente quelque 20 millions d'entreprises en Europe. La mission de l'association, qui a son siège à Bruxelles, est de défendre les intérêts des milieux d'affaires européens et de promouvoir et de renforcer les relations et la collaboration entre les Chambres de Commerce européennes (www.eurochambres.eu).

^x Ainsi, l'étude exclut les micro-entreprises de moins de 10 salariés.